

VILLES DURABLES, ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET TRANSITION ÉNERGÉTIQUE : LE CAMEROUN FACE AUX ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

Par Jean-Théo Buntjé, Consultant en stratégies et conseil politique, Diplômé de l'Ecole Nationale d'Administration (France)

Selon les données recueillies, les villes du continent africain concentrent à elles seules près de 44% de la population. Avec un taux de croissance de 3.4%, elle devrait atteindre 900 millions d'habitants d'ici 2035. Ce volume est susceptible de tripler d'ici 2050 ! Du fait notamment des flux migratoires et du rythme des naissances, l'Afrique urbaine pèsera plus que l'Afrique rurale par le nombre d'habitants.

Pour les pays africains dont les économies sont principalement basées sur l'exploitation (voire la surexploitation) des ressources naturelles, l'extraction intensive de ces dernières se traduit de plus en plus par un déficit écologique. L'érosion de la biodiversité, la fragmentation des habitats, le changement climatique, l'avancée du désert et la pollution laissent entrevoir un accroissement des inégalités notamment dans les centres urbains véritables poumons économiques et pôles de développement.

L'évolution exponentielle de la démographie à laquelle s'agrègent les crises actuelles (sanitaires, économiques et financières) provoque des bouleversements dans les modes de vie avec des incidences majeures sur les plans politique,

culturel et écologique. Cette transformation des environnements impose plus que jamais de repenser **la place de l'humain dans la ville et de se projeter sur la cité de demain**. Ainsi, au Cameroun, The Okwelians entend initier un **dialogue public ouvert en vue de poser les jalons d'une transition nécessaire vers des modèles de cités durables et des modes de vie écoresponsables**.

À l'horizon 2035, 40 millions de camerounais cohabiteront dont plus de la moitié (55%) vivra dans les grandes villes. Le défi à relever dès à présent est de garantir à chaque citoyen une qualité de vie convenable et les avantages économiques d'une urbanisation maîtrisée. Les politiques publiques doivent de ce fait s'inscrire dans un continuum d'actions qui sacralisent la préservation de l'environnement et intègrent des solutions locales, gages d'un développement inclusif.

L'économie circulaire, modèle économique reposant sur les principes de sobriété et de lutte contre les gaspillages se présente comme une alternative à la consommation effrénée des ressources naturelles dont nos économies sont

fortement tributaires. Outre la promotion d'une transition énergétique pérenne, elle formule également des solutions qui incluent la réduction des inégalités, la cohésion sociale et celle des territoires.

L'économie circulaire, ou cradle-to-cradle est un mouvement né dans les années 80. Il pose comme objectif de considérer le cycle de vie de toute matière comme un processus fermé et non consommateur d'énergie non-renouvelable. Il concerne tous les secteurs de l'économie et touche toutes les strates de la société

L'économie circulaire pour (re) penser la ville camerounaise: entre volonté politique et innovations

Malgré un solde écologique pour l'heure positif, la question de **la gestion des services de la nature et de leur disponibilité** s'invite de plus en plus dans le débat public. Une pression démographique élevée (+2,6% /an) et une forte concentration urbaine font jaillir dans l'opinion des préoccupations liées à la qualité de vie des citoyens, à la pollution de l'air, à l'accès à l'eau potable et à l'approvisionnement en électricité des ménages.

En réponse à ces problématiques, plusieurs politiques publiques d'affectation en ressources ont été mises en œuvre. En son temps, le Plan National de Gestion de l'Environnement (PNGE, 1996) a eu le mérite de définir la stratégie gouvernementale en vue d'un développement durable. Mais face aux défis imposés par une mondialisation agressive, et en dépit de l'élaboration de documents stratégiques (*communications nationales, Plan National d'Adaptation aux Changements Climatiques (PNACC), Stratégie nationale REDD+*), de la création d'institutions (*MINEPDED, MINFOF, MINEE, MINEPIA*), le pays peine à implémenter ce qui a pourtant été pensé. A l'observation, l'une des critiques de la construction du modèle camerounais est de se limiter à une vision exclusivement environnementale et écologique du développement durable.

Le 29 juillet 2021, l'humanité a consommé l'équivalent des ressources de la planète renouvelables dans l'année. Les hommes vivent désormais « à crédit » par rapport à la planète. Effets induits de la mondialisation, du réchauffement climatique, de la raréfaction des ressources et de l'accroissement de la population mondiale, la survenance de cet événement sera un peu plus précoce chaque année. En 1970, ce jour survenait le 29 décembre

L'innovation que suggère l'économie circulaire réside dans sa capacité à voir plus large. En pensant la ville camerounaise de demain, l'économie circulaire se veut volontariste. Elle apporte des réponses et des solutions locales en s'appuyant sur l'existant. Au-delà de la protection des écosystèmes par la limitation de la production de déchets et de la préservation des ressources non renouvelables, elle propose des voies alternatives et innovantes qui s'inscrivent dans le cycle de vie de la planète. Il en va de même de l'intégration de la nature dans les plans d'urbanisation des agglomérations et le traitement des déchets urbains.

Face aux difficultés d'accès en eau potable, la récupération des eaux pluviales est une option qui s'inscrit dans l'écosystème local et une opportunité naturelle non exploitée à ce jour. Comment comprendre que l'eau potable soit un luxe dans un pays dont l'une des localités (Dibuntcha, Région du Sud-ouest) est l'une des plus pluvieuses au monde ? Avec justesse, l'économie circulaire émet comme principe la création de boucles positives. Appliquées à l'eau, elles permettent d'explorer la possibilité de réutilisation des eaux usées traitées (REUT) dans un objectif de valorisation. En fonction des niveaux de traitement, les eaux recyclées peuvent être utilisées soit dans l'irrigation agricole, soit dans l'arrosage d'espaces verts urbains, les laveries de voitures, la lutte contre les incendies ou encore la recharge de nappes phréatiques.

Ces solutions éco-responsables vont dans le sens de l'amélioration des conditions de vie et l'assainissement de l'espace urbain. Elles contribuent également à la lutte contre la pauvreté

par la réduction des pertes économiques et à la diminution des charges liées à la facturation d'eau.

L'utilisation des boucles positives et de la valorisation sur le temps long est d'ailleurs déclinable à l'échelle d'autres politiques publiques d'aménagement, dont l'accès à l'électricité. En effet, le continent africain jouit de 51% du potentiel en énergie solaire et n'utilise que 7% des ressources hydroélectriques disponibles. L'habitat et la consommation ne sont pas en reste. Dans ce dernier domaine, l'utilisation du bois énergie par 80% des ménages est problématique. Ce chiffre ne prend pas en considération l'exploitation industrielle. Au regard de la pression démographique, nul doute que l'impact sur nos forêts sera catastrophique à moyen terme.

De même, grâce au formidable potentiel de notre écosystème, l'élaboration d'une agroécologie industrielle opérationnelle autour d'agropoles ne peut qu'aider au respect de la nature et de la biodiversité. C'est aussi une clé stratégique et décisive dans l'accession à la souveraineté alimentaire opposée au concept de sécurité alimentaire. Mais, quel modèle alternatif projeterions-nous pour soutenir de tels efforts de développement actuels et à venir ?

Relance/croissance économique: de l'incitation à une écoconception du développement

Comment créer plus de richesses avec moins de ressources sachant que de façon globale, tout accroissement de 10% de la consommation d'énergie primaire par habitant induit en moyenne une augmentation d'environ 6% du PIB par habitant. La bataille pour le développement est-elle *in fine* une guerre contre l'épuisement des ressources ?

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure tel que le Cameroun, il convient d'apprendre à faire plus avec moins. Un changement de paradigme nous paraît incontournable pour maintenir un niveau d'approvisionnement durable en ressources fondamentales. **La définition d'objectifs**

nationaux et une contribution nette de l'éco-fiscalité sont des pistes envisageables.

Dans l'expectative d'une véritable Loi sur la transition écologique, un mouvement de transformation initié depuis le cœur des Institutions est possible. Prêchant par l'exemple, l'État peut se réinventer sans pour autant perdre de sa substance à travers **une conception écoresponsable du service public**. L'instauration d'appels d'offres au coût du cycle de vie aurait le mérite d'un meilleur encadrement de la commande publique et valoriserait l'offre la mieux disante sur le plan environnemental.

Concomitamment, **une amélioration des instruments de gouvernance économique** par l'effectivité des mesures qu'elles soient incitatives, limitatives, contraignantes, contributives ou sociales permettrait à l'État de renforcer sa fonction d'organisateur et de régulateur. Plusieurs pistes et niches sont explorables tant dans la tarification des déchets, l'instauration d'une TVA circulaire, l'accompagnement des entreprises, que dans le renforcement des capacités des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTDs) à travers les missions des communes et des Régions.

Outre la structuration d'un modèle d'économie durable portant le projet d'une transition énergétique et urbaine éco-responsables, l'économie circulaire soutient l'idée d'un développement participatif et d'une croissance inclusive s'appuyant sur les valeurs communautaires et les culturelles.

Traditions et cultures africaines: le retour aux sources comme nouveau paradigme de développement inclusif et participatif

Au cœur de la bataille pour le développement, les cités africaines sont un élément essentiel de création de richesses. Entre modernité et tradition, nombreuses sont celles qui peinent à trouver un modèle adapté de gouvernance inclusive.

L'Occidentalisation des modes de vie a contribué à asseoir dans nos sociétés la consommation de masse et l'économie linéaire comme référentiels absolus. Dans un monde internationalisé construit autour du mythe du modèle de puissance économique et technologique de l'occident, elles ont pris le pas sur les dynamiques d'équilibre et de solidarité de la société villageoise dans la tradition africaine. Dans la perspective d'un développement inclusif, quelle est la pertinence d'un retour aux valeurs authentiques des cultures africaines ? Peut-on y voir la difficulté pour les gouvernements sub-sahariens, de présenter un modèle de développement conforme à la nature originelle des sociétés et des rapports humains sur le continent africain ?

A l'aune d'une réflexion sur la construction d'un nouveau paradigme soutenable, il semble pertinent de convaincre les opinions de l'impérieuse nécessité de puiser dans les **cultures locales**, des éléments de motricité permettant de sédimenter les politiques publiques de développement.

Cette démarche dans un premier temps pédagogique, expliquerait la non-obligation de concevoir le développement sous un prisme exclusivement occidental ou asiatique. Plusieurs exemples d'**inclusions sociales** et de **solidarités communautaires** déjà actives, sont la preuve de la possibilité d'édification de politiques soutenables et viables selon des critères clairement identifiés et normés.

A l'instar des tontines, modèles d'économies participatives, l'économie circulaire à travers des dynamiques inclusives peut se révéler un formidable outil de cohésion sociale et de vivre ensemble. Effet induit, une politique de développement local qui impose d'une part une interconnexion communautaire et d'autre part des dynamiques bâties autour de ressources mobilisables localement renforceront la nécessaire solidarité, ciment du vivre-ensemble à l'échelle nationale.

Les Collectivités Territoriales Décentralisées: échelon de référence d'une économie circulaire

Selon une approche systémique, la transition d'une économie linéaire vers un modèle circulaire suggère une interconnexion des actions entre les populations, les autorités locales et les acteurs économiques. Ainsi, en dimensionnant les CTDs comme moteurs d'un renouveau économique, la structuration de politiques compétitives au niveau régional va impliquer la création de **capacités communes** pour voyeuses de richesses. Identiquement, des **programmes de coopérations** interrégionales permettront aux Petites et Moyennes Entreprises (PME) de créer des chaînes de valeur interrégionales créatrices d'emplois locaux durables.

Des **spécialisations intelligentes** vont aider au niveau économique à renforcer la compétitivité des Régions, favoriser le commerce local et équitable, améliorer les niveaux de vie, tout en permettant l'implantation de structures inclusives de concertation et de dialogue (Cf. *The Okweliens Policy Note, Juin 2021*).

La création de clusters économiques organisés autour de pôles de compétitivité inscrirait les Collectivités Territoriales Décentralisées comme acteurs principaux du développement. Cette démarche assortie d'une mutualisation des ressources entre les agglomérations, est l'exemple d'un processus dont la forme aboutie serait une décentralisation des intérêts économiques et la structuration d'une économie de proximité.

Dans les villes camerounaises, plusieurs acteurs informels de l'économie circulaire sont actifs. A l'observation, ce secteur de par sa résilience, semble offrir l'espoir d'un changement de paradigme social et économique, indispensable à la construction d'une cité éco-responsable. Quotidiennement, sans codification particulière, on y observe la mise en œuvre d'une économie faite de récupération, de recyclage et d'enrichissement d'éléments supposément perdus pour l'économie linéaire.

« Rien ne se perd, tout se transforme »: le cours magistral du secteur informel sur la construction d'une économie circulaire

Régulièrement taxée d'économie de survie, le travail invisible de ces populations vulnérables est pourtant la cheville ouvrière d'une économie solidaire et d'utilité sociale. Malgré des revenus peu élevés et des droits du travail inexistant, ces travailleurs inscrivent leurs activités dans la réutilisation de matériaux potentiellement en fin de vie. Revalorisés, ils sont réintroduits dans le circuit économique.

Malgré les risques liés à leur activité et en dépit des conditions dangereuses pour leur santé et leur sécurité, leur implication dans les secteurs du recyclage et de la réutilisation des matériaux, illustre la possibilité et l'espoir d'une transition éco-responsable de nos villes.

Le réemploi de pièces et de matériaux trouvés participe à la création de nouvelles chaînes de valeurs. Ces boucles locales ne sont malheureusement pas indicées au PIB malgré qu'elles contribuent à l'activité économique.

Sans structuration particulière, le secteur informel a une réelle connexion avec son environnement. Il s'adapte et innove en permanence, sans leviers particuliers, si ce n'est la volonté d'améliorer le quotidien. Cette innovation est perceptible dans le processus de géolocalisation des déchets, la collecte journalière et le partage des informations entre acteurs.

Grâce à sa capacité à s'investir dans des niches, le secteur informel suggère la faisabilité d'un processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, et les évolutions technologiques peuvent trouver des espaces neufs, permettant d'accroître la surface d'intervention institutionnelle et leur valorisation. Cette possibilité résume la nécessité de réponses adaptées des États africains.

Motivés par ces initiatives, plusieurs entrepreneurs et acteurs de la société civile se sont investis dans le champ de la collecte des déchets et du recyclage des ordures. Des start-ups innovantes émergent peu à peu mais peinent

à trouver l'accompagnement institutionnel leur permettant à terme d'influencer ce secteur. De façon illustrative, le Cameroun produit 6.000.000 de tonnes de déchets par an, dont 600.000 tonnes plastiques. Seuls 20% de ces déchets sont recyclés. Le Wouri est le 3e fleuve le plus pollué en Afrique après le Nil et le Niger. Il déverse près de 3.000.000 de kilogrammes de déchets dans l'océan Atlantique. Ces déchets sont pour la plupart non biodégradables.

Durement marquées par une forte contraction (-2,1%) en 2020, les économies africaines ont démontré malgré le choc leur résilience. La construction sociale de l'environnement africain et les solidarités en action rassurent sur le fort potentiel, qui ne demande qu'à s'inscrire dans une dynamique de valorisation de richesses, dont les leviers sont culturels, intercommunautaires, participatifs et inclusifs. Ainsi, au moment où la crise sanitaire a grippé le fonctionnement des chaînes de valeurs mondialisées, l'Afrique, (et le Cameroun en particulier), grâce à des ressources propres et une capacité à s'inscrire dans le temps long a mis en œuvre sans s'en rendre compte, des outils d'économie circulaire qu'elle porte de façon génétique.

RETOUR SUR L'ÉTUDE INAUGURALE DE THE OKWELIANS

Fondé en février 2020 et présidé par Jacques Jonathan Nyemb, The Okwelians est un Think Do Tank réunissant une communauté de près de 330 personnes dont 120 membres actifs et sympathisants, Camerounaises et Camerounais, répartis sur quatre continents et désireux de promouvoir par le leadership éthique, une culture d'innovation sociale au Cameroun.

En septembre 2020, le Think Do Tank The Okwelians publiait son Étude inaugurale portant «Perspectives sur la cohésion sociale, la transformation économique et la gouvernance publique au Cameroun». L'enquête de cette étude s'est déroulée auprès de mille deux cent soixante-quinze camerounaises et camerounais, du 27 juillet au 10 août 2020. Les constats et analyses formulés à l'occasion de la présente étude ont fait ressortir la nécessité de replacer le dialogue actif et la concertation inclusive au cœur du débat public. Dans cette perspective, quatre recommandations préalables ont été énoncées sur la thématique de la transformation économique:

1. **Opérationnalisation du conseil économique et social;**
2. **Tenue d'États Généraux de l'entreprise;**
3. **Mise en place d'un cadre de concertation permanent entre l'Etat et le secteur privé;**
4. **Définition d'une stratégie nationale concertée de recherche et d'innovation.**

L'intégralité des résultats de cette Etude ainsi que des recommandations sont disponibles sur le site Internet du Think Do tank :

www.theokwelians.com

